

Bulletin d'histoire politique

L'oeil scrutant la pluralité. L'histoire du politique au Québec : réflexions d'un praticien

Martin Pâquet



Volume 25, numéro 3, printemps 2017

L'histoire politique au Québec : un état des lieux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039750ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1039750ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pâquet, M. (2017). L'oeil scrutant la pluralité. L'histoire du politique au Québec : réflexions d'un praticien. *Bulletin d'histoire politique*, 25(3), 162–177. <https://doi.org/10.7202/1039750ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'œil scrutant la pluralité. L'histoire du politique au Québec : réflexions d'un praticien

MARTIN PÂQUET
Département des sciences historiques
Université Laval

Politics is based on the fact of human plurality.
 Hannah Arendt, *The Promise of Politics*, p. 93.

Et l'œil de l'historien n'est que le regard de la compréhension humaine formé par les sciences ; nous ne pouvons comprendre un événement que comme la fin et l'aboutissement de tout ce qui s'est passé avant, comme « réalisation d'une époque » [...].

Hannah Arendt, « Compréhension et politique »,
La langue maternelle, p. 63.

Les lecteurs du *Bulletin d'histoire politique* le savent bien : l'histoire du politique au Québec a connu un renouveau substantiel depuis les trente dernières années, renouveau qui a élargi ses perspectives, enrichi nos connaissances et présenté de nouveaux défis aux praticiens et praticiennes de ce type d'histoire. J'y ai contribué quelque peu à ma manière. Cet article présente donc la réflexion d'un témoin de ce renouveau qui, dans une dialectique de distanciation et d'engagement à la Norbert Elias¹, tente d'objectiver ma subjectivité. Pour ce faire, l'exposition de mon argumentation procédera en trois temps :

- D'abord, je présenterai ce qui apparaît à mes yeux comme des caractéristiques de l'histoire *du* politique – caractéristiques qui en font une philosophie publique. C'est un point fondamental : l'histoire politique comme catégorie d'analyse ne fait pas consensus au

sein du champ historien. Il importe donc de définir les termes avant d'aller plus loin.

- Par la suite, il me semble important d'interroger les conditions de pratique d'une histoire du politique au Québec depuis les années 1980.
- Enfin, je me pencherai sur les défis actuels de ce champ historiographique.

a) Pour cerner les caractéristiques de l'histoire *du* politique, je vous offre des éléments de réflexion d'un praticien. D'où l'importance d'une définition issue de mon expérience du terrain et des apports théoriques de mes devanciers. Lorsqu'il s'agit de politique en français, le genre et le nombre de ce terme ne sont pas anodins. J'entends politique au singulier et au masculin, car ce concept – employé ici comme catégorie épistémologique aux fins de l'analyse historiographique – possède pour le chercheur un potentiel heuristique englobant comme c'est le cas pour le social ou l'économique. Il constitue ainsi une *approche englobante et universalisable de la réalité historique, à la fois par son objet d'étude et ses questionnements*.

En effet, le politique renvoie par son objet d'étude aux principes d'organisation de la Cité – la *polis*, en grec. Le politique est entendu ici sous deux dimensions. La première ressortit à la pluralité – soit l'essence même du politique comme Hannah Arendt le souligne –, plus précisément à la gestion des divisions du social – de l'altérité², en d'autres termes ce qui nous distingue les uns des autres lorsque nous vivons ensemble. La seconde dimension renvoie à la projection vers un futur pensable soit, autrement dit, aux projets qui motivent l'action collective. Le politique se distingue ainsi de *la* politique, soit à ce que le sens commun assimile à la concurrence pour l'exercice du pouvoir et les attributs de l'autorité. L'objet d'étude *du* politique absorbe *la* politique et la dépasse puisqu'il ne se limite pas à l'analyse des stratégies et des vecteurs de ces stratégies – les acteurs politiques, les institutions, etc. Il cherche à comprendre les sens de la vie en commun dans leur plénitude et dans leurs multiples temporalités. Le politique constitue en soi un univers culturel organisé, un univers que ses acteurs historiques s'approprient, un univers dans lequel leurs stratégies acquièrent leur signification et prennent sens – du passé au présent et vers ce futur pensable, notamment. Tout groupement humain s'organisant et cherchant à se perpétuer, à s'inscrire dans l'épaisseur du temps, est donc fondamentalement *politique*. Pouvant faire l'objet d'études idiosyncrasiques ou de comparaisons, les contours du politique varieront dans le temps et l'espace, en passant par exemple des sociétés sans État aux théocraties, des monarchies absolues et des régimes totalitaires aux démocraties constitutionnelles. Ces contours se moduleront aussi selon leur échelle d'observation: de l'événementiel et de l'individu, à la longue

durée et au collectif dans toutes ses déclinaisons. Toutefois, leur fondement demeure le même : il est *politique*, car il ressortit à l'organisation de la Cité dans sa pluralité – au *polemos* – et à sa projection dans un futur pensable – à l'*u-topos*.

L'approche du politique est non seulement englobante et universalisable par son objet d'étude – la Cité –, mais aussi par ses *questionnements*. Ces questionnements sont partie intégrante de toute opération historiographique³. D'abord, les historiens et historiennes du politique possèdent le même éthos du métier que tous leurs collègues de la discipline historique : leur enquête n'est pas la constitution d'un récit de fiction, mais est régie par un protocole de questionnement à partir de la réalité passée et présente. À l'instar de toute démarche scientifique, ce protocole de questionnement se découle en deux temps⁴ : ceux du contexte de découverte – de l'*heuristique* – et celui du contexte de justification – l'*analyse critique*. D'abord, dans ce contexte de découverte de la réalité passée déposée dans les traces des devanciers et devancières, les historiens et historiennes du politique problématisent leur enquête. Ils et elles fondent leur recherche sur des états de la recherche existante et sur la faisabilité de la mobilisation des ressources, que ces dernières soient tirées des fonds d'archives de toutes sortes : des documents textuels aux sources de la culture matérielle en passant par l'iconographie et le numérique, etc. Il ne s'agit pas, « *like some dilettante* »⁵, de pondre une « bonne idée » ou des hypothèses supposément audacieuses sans adéquation avec la réalité empirique : en histoire comme en biologie, la génération spontanée ne dispose d'aucun crédit scientifique. La découverte en histoire repose sur le dialogue entre l'expérience réflexive de l'historien et de l'historienne, souvent issue du partage en commun de l'érudition, et la pratique au contact de la matérialité des sources. « Pas de documents, pas d'histoire », tel que Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos le rappelaient naguère⁶.

Puis, dans ces processus relatifs au contexte de justification, à l'*analyse critique* soumise à l'idéal wébérien de vérité, les historiens et les historiennes poursuivent une enquête scientifique. Ils et elles établissent un corpus de preuves empiriques et factuelles, les mettent ensuite en relation mutuelle – des relations déductives comme en sciences sociales, dont les sciences politiques, des relations inductives ou d'inférence – selon des méthodologies diverses avec un outillage conceptuel adéquat, afin d'en dégager des conclusions plausibles et impartiales, fondées empiriquement et rationnellement. Enfin, dans cette dernière étape de l'opération historiographique, ils et elles mettent en récit ces conclusions tirées de l'enquête, selon les procédés rhétoriques de l'argumentation historique : un texte cohérent, dévoilant les fondements de l'enquête, s'appuyant sur un dispositif de vérité⁷ : des notes, des références, une bibliographie, des

annexes, etc. Ainsi constitué, ce protocole du questionnement permet de *rendre raison* du passé politique, de le *comprendre*⁸. La compréhension pour l'historien et l'historienne devient ainsi un impératif éthique: «*umanas acciones non ridere, non lugere, neque detestari, sed intelligere*⁹». Elle est au centre même de notre regard scrutant le monde et le temps.

Toutefois, ce n'est pas seulement le protocole du questionnement qui rend l'histoire du politique englobante et universalisable. Ce sont *les questions elles-mêmes* qui renvoient à l'expérience humaine, que cette dernière soit passée, actuelle ou à venir, afin d'en comprendre le ou les sens. Lorsque l'historien ou l'historienne rédige une biographie sur tel ou tel acteur politique, il cherche à comprendre à la fois la singularité d'un parcours individuel et son caractère commun à tous et toutes. En reconstituant un épisode tumultueux du passé, l'historien et l'historienne s'interrogent aussi sur les valeurs et les idéaux qui sous-tendent l'action, les tenants et les aboutissants de tel ou tel état de fait sur la situation vécue, etc. Quand l'historien et l'historienne explorent les Insurrections des Patriotes, la crise du Règlement XVII, le droit de vote des femmes, la Grande Noirceur et la Révolution tranquille, ou encore les moments référendaires, il et elle veulent cerner des moments qui participent à des questionnements éthiques et politiques universels: comment résister à une autorité que l'on juge injuste? comment assurer la permanence de la communauté en temps difficiles? la différence de nature implique-t-elle une différence de droits? fait-on vraiment du passé table rase? l'émancipation est-elle préférable à l'ordre? quels principes de justice sous-tendent les relations entre la majorité et la minorité? et d'autres questions qui prennent sens dans l'expérience actuelle des historiens et historiennes comme citoyens et citoyennes. «*Ogni vera storia e storia contemporanea*» – toute histoire digne de ce nom est histoire contemporaine –, remarquait jadis Benedetto Croce¹⁰.

Dès lors, l'histoire du politique relève de cette conception de la discipline historique énoncée jadis par Serge Gagnon¹¹, qui reprenait le sociologue américain Robert Bellah¹². Elle est une *philosophie publique* au sens fort du terme, soit un questionnement, une interprétation et une réflexion sur le monde et l'existence humaine qui ne se cantonnent pas à quelques *happy few*, mais qui implique tout être de raison dans l'espace public. Toutefois, c'est une philosophie qui, au lieu de rester dans le ciel platonicien des idées, s'enchaîne dans un contexte spatio-temporel et des situations déterminées. Bref, une philosophie qui est congruente avec son temps, avec les membres de la Cité qui, en atteinte de sens, énoncent des demandes sociales, et avec des historiens et historiennes qui cherchent à répondre à ces demandes et à ces attentes. Une citation en quatrième de couverture des livres de la collection Points-Politique résumait anciennement l'essence de cette philosophie: «Les problèmes politiques sont les

problèmes de tous les jours. Les problèmes de tous les jours sont des problèmes politiques».

b) Ce qui nous mène aux **conditions de pratique** d'une histoire du politique au Québec depuis les années 1980. Afin de les explorer, je procède à la manière d'un sociohistorien¹³. Selon cette démarche, les conditions de pratique sont intimement liées aux contextes de production historiographique, des contextes à la fois externes et internes au champ disciplinaire. Comprendre les conditions de pratique implique la compréhension des effets de contexte: il est possible de louer ou de déplorer tel ou tel effet, mais ces jugements de valeur nuisent forcément à la compréhension rationnelle, et de l'un, et de l'autre.

Pour fixer ces contextes, il nous faut nous donner une date. Je propose les 1^{er}, 2 et 3 mai 1987, soit le moment de la tenue du premier colloque sur les *Leaders politiques du Québec contemporain* organisé à l'UQAM par les Départements d'histoire et de science politique, colloque consacré à Georges-Émile Lapalme¹⁴. Ce colloque fut le premier à revisiter le rôle d'un homme politique à travers différentes logiques: les développements économique et sociopolitique, le nationalisme, les idéologies politiques, la culture, les partis politiques, avec l'individu au cœur de cet entre-lacis. Plus encore, ce colloque comme ceux qui suivirent et qui furent consacrés à André Laurendeau, Jean Lesage, Thérèse Casgrain, René Lévesque et Robert Bourassa, ou encore à des institutions majeures¹⁵, ont permis une mobilisation importante en faveur de l'histoire politique. Cette mobilisation fut à la fois *urbi et orbi*: *urbi* parce qu'elle était multidisciplinaire – avec des chercheurs en histoire, sociologie, en science politique et économique, etc. –; *orbi* puisque les universitaires frayaient avec des intervenants provenant de l'extérieur de l'Université.

Les contextes de ces colloques, comme ceux de l'émergence du nouveau historiographique, sont singuliers. À l'extérieur du champ historiographique, soit «dans le siècle», le politique connaît une importante reconfiguration dont nous pouvons constater les effets jusqu'à nos jours. Parmi ces tendances soutenant la reconfiguration, nous assistons à l'émergence du néolibéralisme un peu partout dans le monde, ce qui remet en question le modèle de l'État-providence et les frontières étatiques – relevons le grand débat sur le libre-échange au cours des années 1980. Les projets d'émancipation nationale s'énoncent de plus en plus avec les références du Droit: les négociations autour de l'Accord du lac Meech sont contemporaines à ces colloques; les débats subséquents autour de la souveraineté-partenariat, de l'enjeu linguistique ou autour de la question autochtone se réfèrent constamment aux avis juridiques. Sur un plan international, le bloc de l'Est montre des signes de fissure: lorsqu'il éclate en 1989, toute une littérature scientifique cherche à fournir des interprétations

de cet événement – que l’on songe à l’impact majeur de Francis Fukuyama et de son article « The End of History ? »¹⁶. Loin d’être désuet et repoussé à la sphère privée, le religieux connaît une effervescence certaine, comme le pontificat de Jean Paul II ou dans un autre registre, la Révolution iranienne, en témoignent. Les années 1980 voient aussi s’épanouir les politiques de la reconnaissance¹⁷, selon lesquelles les citoyens et citoyennes veulent que leur individualité, une individualité se modulant suivant diverses lignes d’appartenance identitaire, devienne pleinement légitime. À cette fin, ils engagent diverses stratégies de résistance contre l’exercice du pouvoir par des autorités dont l’action gomme les particularités¹⁸, des stratégies qui ressortissent de l’éthique et de la morale à l’instar des questions du genre, de l’avortement, de l’homosexualité, des croyances religieuses, etc. Cette hégémonie des politiques de la reconnaissance bouleverse les clivages politiques plus anciens comme ceux des classes sociales et des nations. Enfin, sous l’influence des communications de masse – nous sommes à l’avènement de l’ordinateur pour tous et à la veille de l’internet –, nous assistons à une accélération du monde qui questionne les références collectives dans leurs temporalités propres. L’enjeu de la mémoire, comme les Français le constatent au moment du bicentenaire de la Révolution française, devient ainsi une composante majeure des débats politiques. Tous ces enjeux issus de cette reconfiguration du politique engendrent des attentes sociales et des demandes précises de la part des citoyens et citoyennes. Sous cette impulsion, toute une production scientifique foisonnante jaillit désormais à travers le monde, avec de nouveaux objets – les thèmes des rapports du Politique avec le Droit ou le Religieux, les multiples déclinaisons de l’appartenance identitaire, les questions de la mémoire et du présent – ou avec le renouvellement d’objets – le revif de la biographie et de l’histoire des idées, par exemple. Devant l’éclatement du structuralisme, devant cette *Histoire en miettes*¹⁹, cette production plaide notamment *Pour une histoire politique*, pour reprendre le titre du collectif dirigé par René Rémond en 1989²⁰.

Le contexte interne du champ québécois de l’histoire politique des années 1980 reproduit ces tendances internationales, avec néanmoins des singularités. La génération des historiens et historiennes de l’après-guerre se retire sans nécessairement être remplacée. En effet, les mesures d’austérité budgétaire se font sentir dans les universités dès le milieu des années 1980, et les professeurs en place sont moins nombreux pour former des étudiants. Ces mesures ne se limitent pas seulement à une embauche réduite de nouveaux professeurs pendant de nombreuses années : les débouchés en termes d’emploi sont plus rares dans la société civile et, lorsque les occasions se présentent, la concurrence est féroce. Les coupes budgétaires contribuent aussi à l’affaiblissement de l’histoire politique. Ainsi, l’un des principaux lieux de production scientifique en histoire

politique, le Service de la reconstitution des débats de l'Assemblée nationale du Québec, est aboli en 1986. Ce n'est que sous la pression d'un intense lobbying et à l'orée de la commémoration du bicentenaire des institutions parlementaires que ce service est rétabli en 1990. Enfin, la société québécoise cherche à fonder ses références collectives grâce aux témoignages de tous et toutes. Dans cette *Ère du témoin*²¹, les collectes d'information se veulent les plus exhaustives possible: elles mobilisent des ressources médiatiques de divers genres, elles nécessitent un entreposage optimal en termes d'archives, elles impliquent une sélection pertinente des données et leurs croisements subséquents afin de dégager une analyse historienne la plus véridique et la plus complète possible ainsi qu'un portrait mémoriel le plus juste.

Ces éléments contextuels sont au cœur du renouveau de l'histoire politique dès les années 1980. Ils influent fortement sur les conditions de pratique de l'histoire du politique. Un historien, une historienne du politique ne peuvent plus travailler comme ce fut le cas au XIX^e siècle, soit à l'image de ces praticiens érudits et solitaires²², qui s'intéressaient aux Grands Hommes et à l'histoire institutionnelle. Les conditions de pratique actuelles possèdent des caractéristiques spécifiques inhérentes à la professionnalisation: l'élargissement de l'objet politique dans ses choix de sujet, de constitution et de traitement; l'interdisciplinarité; le réseautage à l'intérieur de l'université et au-delà.

Il en va d'abord du choix, de la constitution et du traitement de l'objet d'étude en lui-même. Dans le choix de leur objet, les historiens et historiennes optent pour des échelles d'observation variables²³ et des approches qui leur assurent un regard renouvelé. Je fais référence par exemple à Jean-Marie Fecteau dont l'influence foucaldienne lui a permis de développer l'histoire de la régulation sociale au Québec du XIX^e siècle²⁴. Je pense aussi aux historiens de la Nouvelle Sensibilité historique²⁵ dont les apports d'une histoire internaliste des idées et de l'exégèse littéraire ont été fondamentaux dans leurs travaux. J'identifie dans les travaux sur l'histoire de l'État l'influence conjuguée de la critique gramscienne réactualisée par Ian McKay et des apports de l'histoire juridique sur la constitution des normes²⁶. Je discerne enfin dans les développements novateurs de l'histoire de la culture politique, saisie dans une perspective large, les résultats féconds d'un dialogue avec l'histoire sociale, la sociologie historique et l'étude des représentations²⁷. Dans mon cas, les approches et les méthodologies de l'anthropologie historique – des approches et méthodologies qui sont déjà en usage dans d'autres historiographies comme la médiévale et la moderne – m'ont permis d'identifier de nouveaux sujets issus de la culture politique, à l'instar des rites parlementaires, des représentations politiques ou encore des expressions du politique comme les manifestations²⁸.

La constitution des objets d'étude se caractérise notamment par de nouvelles sources – les enregistrements sonores et visuels, la culture matérielle, etc. – ainsi que par des corpus documentaires exhaustifs, déposés sur de multiples supports – de la base de données informatisée aux documents numériques. La maîtrise de ces nouvelles sources et des spécificités de leurs supports nécessite une souplesse de la part de l'historien et de l'historienne, qui ne peuvent se cantonner aux seules techniques de critique textuelle pour établir des mises en relation inhérentes à l'analyse. Par exemple, le croisement des sources provenant d'un corpus d'entrevues, des enregistrements audiovisuels et des documents écrits, croisement pratiqué en journalisme, constitue l'assise des grandes biographies des années 1990 et 2000 – la quadrilogie sur René Lévesque par Pierre Godin²⁹, la trilogie sur Jacques Parizeau par Pierre Duchesne³⁰, les biographies sur Pierre-Elliott Trudeau par Max et Monique Nemni³¹ ou par John English³² – ainsi que sur l'histoire des partis politiques³³. Notons par ailleurs que cette pratique méthodologique est usuelle pour des sujets contemporains avec des corpus considérables, et qu'elle est employée principalement, mais pas uniquement, par des chercheurs extra-universitaires.

Enfin, le traitement analytique en histoire du politique transite de plus en plus par l'usage d'une conceptualisation adaptée à l'objet d'étude. Certains outils conceptuels demeurent conventionnels, comme les concepts tirés du droit et des disciplines juridiques en histoire institutionnelle et constitutionnelle; ou encore ceux de la philosophie, voire des sciences religieuses et de la théologie, en histoire politique des idées. D'autres concepts sont aussi apparus sur l'écran radar: que l'on songe à ceux de *société libérale*, de *gouvernance*, de *norme*, de *régulation* ou encore de *représentation*. Empruntés aux sciences sociales, particulièrement aux sciences politiques et à la sociologie, voire aux sciences économiques³⁴, ils traduisent la dimension proprement interdisciplinaire de l'objet d'étude en histoire du politique.

L'interdisciplinarité est aussi une caractéristique de la pratique de l'histoire du politique au Québec depuis les années 1980, notamment dans la constitution du champ historiographique. En effet, la plupart des controverses historiographiques ayant traversé le champ, ces controverses importantes pour la définition des frontières du genre, impliquent non seulement des historiens et historiennes, mais surtout des politologues et des sociologues. Que l'on songe entre autres à celles sur la société libérale duplessiste³⁵, à l'importance de la Révolution tranquille³⁶ ou encore à la critique de l'américanité³⁷. Ces controverses portent des indices d'un rapprochement mutuel autour de l'histoire du politique: celui des spécialistes en sciences sociales qui montrent une plus grande capacité de saisir le jeu des temporalités³⁸; celui des historiens et historiennes qui saisissent le potentiel de la modélisation et de la conceptualisation.

Cette pratique, d'ailleurs, est plurielle ; elle se fonde sur le réseautage et la coopération. Pouvant compter sur une aide parfois aléatoire des organismes subventionnaires, les équipes de recherche – formelles telles que celle du Centre d'histoire sur la régulation sociale ou informelles – sont plus présentes dans la production de connaissances historiques. Elles ne se limitent pas au cénacle universitaire. Un bel exemple est celui de l'ambitieux projet de reconstitution des débats parlementaires qui, après sa pause des années 1980, a repris son ardeur à l'ouvrage afin de compléter ces débats et de fournir des ouvrages importants : *Québec, quatre siècles d'une capitale* en 2008³⁹, *Histoire parlementaire du Québec, 1928-1962* en 2016⁴⁰, et l'*Encyclopédie du parlementarisme québécois*, en ligne depuis 2012⁴¹.

Le renouveau de l'histoire du politique transite aussi par les diverses stratégies de réseautage qui assurent la diffusion des résultats de la recherche. Depuis les colloques sur les *Leaders politiques du Québec contemporain*, le congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française en 1990 sur les *Pouvoir et politique*, la création du *Bulletin d'histoire politique* et de l'Association québécoise d'histoire politique en 1992 – on ne soulignera pas assez le rôle crucial de Robert Comeau dans le renouveau historiographique du politique au Québec, chaque année apporte son lot de colloques comme ceux de la Société du patrimoine politique du Québec (SOPPOQ), et de congrès, de recueils collectifs et de numéros thématiques de revues scientifiques qui sont autant de preuves tangibles des résultats de ce réseautage. Ce réseautage trouve son écho dans le champ historiographique et dans l'espace public, avec des sympathisants de l'histoire politique comme Marcel Masse⁴². Cet écho est manifeste au moment des commémorations, comme ce fut le cas avec le recueil *Duplessis, son milieu, son époque* en 2010⁴³. Ce réseautage n'est pas endogène : il se manifeste par sa capacité d'essaimer outre-frontières comme c'est le cas avec le Groupe d'histoire politique de la Société historique du Canada fondé en 2011 ou encore les colloques internationaux. Le réseautage de la recherche connaît néanmoins certains ratés, lorsqu'il y a un décalage entre les imposants corpus documentaires, les attentes sociales et les besoins de la recherche d'une part, et la rareté des ressources humaines et financières investies d'autre part. L'abandon du projet d'*Encyclopédie du patrimoine politique* en 2014 est malheureusement une pièce à verser au passif.

Enfin, les conditions de la pratique de l'histoire du politique ont connu une institutionnalisation notamment à partir des années 2000. Cette institutionnalisation a contribué à une reconnaissance plus grande de ce champ, que ce soit à l'intérieur du champ disciplinaire en histoire ou, plus largement, dans l'espace public. Outre le *Bulletin d'histoire politique* ainsi que les colloques et congrès scientifiques, l'institutionnalisation opère avec une diffusion large de l'histoire du politique : avec de nouvelles revues comme *Mens*, avec des émissions de radio et de télévision, des sites

Web, ou encore des événements grand public comme la *Journée du livre politique* mise en place depuis 2003. Elle se manifeste aussi par l'attribution de prix comme celui de la Présidence de l'Assemblée nationale et ceux de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant depuis 2003 ou encore celui de l'Assemblée nationale du Québec décerné par l'Institut d'histoire de l'Amérique française depuis 2008. Cette institutionnalisation est cruciale : elle assure la présence de cadres soutenant la recherche en période de disette budgétaire, elle permet à l'histoire du politique de se réclamer d'une forte pertinence sociale. Or, cette institutionnalisation engendre une pression sur les praticiens et praticiennes, déjà peu nombreux, de l'histoire du politique. Elle s'ajoute à leurs nombreuses activités professionnelles. Sans elle, leurs autres activités perdent de leur légitimité et, ce faisant, de leur portée effective.

c) *In fine*, le portrait de ces conditions de pratique n'est pas idyllique. Le champ de l'histoire du politique rencontre actuellement des défis que ses praticiens et praticiennes doivent relever. À mon regard, ces défis sont au nombre de trois.

Le premier défi est celui de la relève. À l'exemple des autres sciences humaines, l'histoire, dont particulièrement l'histoire du politique, connaît une attrition de ses ressources humaines. Nous constatons les effets délétères de cette attrition dans d'autres champs du savoir : l'histoire économique est ainsi en déshérence alors que les attentes sociales sont singulièrement élevées en cette matière. Bien que les historiens et historiennes du politique sont parmi les directeurs de mémoire et de thèse les plus sollicités.es et que les jeunes professeurs soient débordés, il n'en demeure pas moins que le nombre absolu d'étudiants.es à la maîtrise et au doctorat tend à diminuer. La perspective d'un emploi rémunérateur constitue un facteur attractif important dans les choix de carrière, ce qui incite nombre d'étudiants.es à privilégier les filières professionnalisantes. Tout comme l'ensemble des historiens et historiennes, ceux et celles du politique peuvent songer à un recrutement avec de nouveaux arguments : la recherche appliquée en lien avec le public, en usant notamment des nouvelles technologies de l'information et des communications, peut constituer un atout.

Le deuxième défi est celui de l'autonomie scientifique devant les interventions hétérodoxes. Vu la nature de son objet, l'histoire du politique prête flanc à des tentatives d'instrumentalisation pour telle ou telle cause partisane. Ces tentatives donnent lieu à des polémiques qui, si elles peuvent changer les rapports de force sur des plans mémoriel ou simplement politique – sous l'acception de *la politique* –, sont contre-productives sur le plan scientifique : elles introduisent des clivages et des catégorisations qui ne sont pas ceux employés par les praticiens et les praticiennes,

elles engendrent des jugements de valeur qui dénaturent l'opération de compréhension de l'objet d'étude. Ainsi en est-il de la polémique autour du rapport *Enseignement et recherche universitaire au Québec : L'histoire nationale négligée*, à l'automne 2011. La prémisse du rapport posait la distinction entre un terrain d'enquête – l'histoire *nationale* – et une approche historiographique – l'histoire *sociale*. De plus, le rapport procédait à un glissement de sens entre les catégories, l'histoire nationale étant assimilée à l'histoire politique⁴⁴. Or, rien n'est moins certain : les historiens et historiennes du social au Québec étudient généralement le terrain d'enquête québécois, les historiens et historiennes du politique peuvent étudier d'autres nations que celle du Québec. La virulence des réactions de part et d'autre a contribué au braquage des antagonismes et, ce faisant, a réduit momentanément les possibilités de coopération entre chercheurs. Ce fut notamment le cas avec l'échec du programme de chaires du Québec promu par le gouvernement Marois : la méfiance *intra-muros* a facilité l'abandon du projet par le gouvernement Couillard, ce qui a eu des incidences négatives sur le renouvellement du personnel enseignant universitaire.

Enfin, le dernier défi est celui de la pertinence sociale de l'histoire du politique. Nous pouvons discerner les risques de nos conditions de pratique de l'histoire du politique, vu la raréfaction des ressources, le culte du présent – se manifestant entre autres par le refus de la perspective et la valorisation du retour immédiat sur investissement – ainsi que le discrédit de la culture et de la réflexivité dans nos sociétés. À l'intérieur du champ disciplinaire, nous pouvons aussi constater les dangers de la concurrence féroce entre agents : la reproduction sociale avec l'atrophie des perspectives historiographiques, l'autisme engendré par des effets de mode et par un fonctionnement en silo sans rétroaction sur les demandes sociales. Comment lutter contre ces tendances qui menacent le développement, voire la légitimité, de l'histoire du politique ? La réponse pourrait venir de la pensée de Fernand Dumont. Dans *L'anthropologie en l'absence de l'homme*, le sociologue notait en 1981 que les disciplines des sciences humaines ont toujours su combiner la nécessité d'une quête de la vérité scientifique, avec le souci de la pertinence sociale de ce savoir⁴⁵. Un savoir *pertinent* ne se limite pas à des connaissances *pratiques* : il transcende ces connaissances pour offrir à nos concitoyens et concitoyennes, d'ici et d'ailleurs, de maintenant et de demain, une meilleure compréhension de notre monde afin de les accompagner dans leur quête de sens. Ainsi, l'histoire du politique ne se restreint pas à une érudition de soliloque, ou à une série de conseils pratiques sur l'exercice du pouvoir comme on en retrouve dans les livres de cuisine. Au-delà de la compréhension de nos objets d'étude spécifiques, l'histoire du politique soulève des questions éthiques et politiques sur le sens de nos existences dans des perspectives diachroniques et synchro-

niques. Pour acquérir sa pleine pertinence sociale dans ce monde en changement, pour mieux en comprendre sa pluralité, l'histoire du politique renvoie à sa définition première, soit celle d'une *philosophie publique*.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Norbert Elias, *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993 [1983].
2. Martin Pâquet, *Tracer les marges de la Cité, Étranger, Immigrant et État au Québec, 1627-1981*, Montréal, Boréal, 2005.
3. Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975.
4. Hans Reichenbach, *Experience and Prediction. An Analysis of the Foundations and the Structure of Knowledge*, Chicago, U of Chicago P, 1938, p. 6-7.
5. Lou Reed, « Work », *Songs for Drella*, 1989.
6. *Introduction aux études historiques*, Paris, Éditions Kimé, 1992 [1898], p. 29.
7. Paul Ricoeur, *Temps et récit*, t. 3, *Le temps raconté*, Paris, Seuil, 1985, p. 328 et *passim*. Aussi, *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique*, t. 2, Paris, Seuil, 1986.
8. Yves Gingras, « L'historien dans la Cité: l'objectivation contre l'instrumentalisation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22 n° 3, 2014, p. 270.
9. « Ne pas rire, ne pas pleurer, ne pas juger les actions humaines, mais les comprendre ». Baruch Spinoza, *Traité politique*, livre 1, ch. 1, § 4.
10. Benedetto Croce, *Teoria e storia della storiografia*, Bari, Laterza, 1920, p. 4.
11. Mourir, hier et aujourd'hui: de la mort chrétienne dans la campagne québécoise au XIX^e siècle à la mort technicisée dans la cité sans Dieu, Sainte-Foy, PUL, 1987.
12. *Habits of the Heart: Individualism and Commitment in American Life*, Berkeley, U. of California, p. 1985.
13. Gérard Noiriel, *Penser avec, penser contre. Itinéraire d'un historien*, Paris, Belin, 2003.
14. Jean-François Léonard, avec la coll. de Jean-Pierre Beaud, Richard Desrosiers et Jean-Marie Fecteau (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, Sillery, PUQ, 1988.
15. Robert Comeau, avec la coll. de Gilles Bourque et coll. (dir.), *Jean Lesage et l'éveil d'une nation: les débuts de la Révolution tranquille*, Sillery, PUQ, 1989; Robert Comeau et Lucille Beaudry (dir.), *André Laurendeau: un intellectuel d'ici*, Sillery, PUQ, 1990; Robert Comeau, Michel Lévesque et Yves Bélanger (dir.), *Daniel Johnson, rêve d'égalité et projet d'indépendance*, Sillery, PUQ, 1991; Yves Bélanger et Michel Lévesque avec la coll. de Richard Desrosiers et Lizette Jalbert (dir.), *René Lévesque: l'homme, la nation, la démocratie*, Sillery, PUQ, 1992; Anita Caron et Lorraine Archambault avec la coll. d'Évelyne Tardif et Robert Comeau (dir.), *Thérèse Casgrain: une femme tenace et engagée*, Sainte-Foy, PUQ, 1993; Guy Lachapelle et Robert Comeau avec la coll. de Valéry Colas (dir.), *Robert Bourassa: un bâtisseur tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003. Pour les institutions: Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *Hydro-Québec: autres temps, autres défis*, Sainte-Foy, PUQ, 1995; Robert Comeau et Luc Desrochers (dir.), *Le Devoir: un journal indépendant (1910-1995)*, Sainte-Foy, PUQ, 1996; Benoît Lévesque avec la coll. de Marie Bouchard et coll. (dir.), *Desjardins, une entreprise et un mouvement ?*, Sainte-Foy, PUQ, 1997; Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN:*

- 75 ans d'action syndicale et sociale, Sainte-Foy, PUQ, 1998; Yves Bélanger et coll. (dir.), *La CUM et la région métropolitaine: l'avenir d'une communauté*, Sainte-Foy, PUQ, 1998; Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La FTQ, ses syndicats et la société québécoise*, Montréal, Comeau & Nadeau, 2001. Les colloques consacrés à Jean Marchand et au journal *La Presse* n'ont pas donné lieu à des recueils. La série de colloques sur les leaders politiques du Québec contemporain s'est terminée en 2003 avant la tenue de celui consacré à Jean Drapeau.
16. Francis Fukuyama, « The End of History ? », *The National Interest*, été 1989, p. 3-18.
 17. Axel Honneth, *The Struggle for Recognition: The Moral Grammar of Social Conflicts*, Cambridge (RU), Polity Press, 1995 [1992]; Charles Taylor, *Sources of the Self: The Making of the Modern Identity*, Cambridge (Mass.), Harvard UP, 1989; *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme et le nationalisme au Canada*, Québec, PUL, 1992 (co-dirigé avec Guy Laforest); *Grandeur et misère de la modernité*, Montréal, Bellarmin, 1992; *Multiculturalism. Examining the Politics of Recognition*, Princeton (NJ), Princeton UP, 1992.
 18. De l'ample œuvre de Michel Foucault: *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975; *Histoire de la sexualité*, vol. 1, *La volonté de savoir* et vol. 2: *L'usage des plaisirs*, Paris, Gallimard, 1976 et 1984; *Naissance de la biopolitique*, Paris, Gallimard, 2004; *Du gouvernement des vivants*, Paris, Seuil, 2012; *Le Gouvernement de soi et des autres I*, Paris, Gallimard, 2008 et *Le Gouvernement de soi et des autres II: Le Courage de la vérité*, Paris, Gallimard, 2009. De Judith Butler: *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte, 2005 [1990] et *Le pouvoir des mots. Politique du performatif*, Paris, Éditions Amsterdam, 2004 [1997]. James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008 [1992].
 19. François Dosse, *L'Histoire en miettes. Des « Annales » à la « Nouvelle Histoire »*, Paris, La Découverte, 1987.
 20. René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1989.
 21. Annette Wierviorka, *L'ère du témoin*, Paris, Hachette, 2002.
 22. Analysés par John Higham, *History: Professional Scholarship in America*, New York, Prentice-Hall, 1965.
 23. Sur les échelles variables d'observation, notons le développement de l'histoire municipale, qui est passée de la monographie locale et des biographies de notables à une saisie moins descriptive des processus du micropolitique. Il est à noter les travaux de Paul-André Linteau, dont son importante *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000 [1992], Michèle Dagenais, *Des pouvoirs et des hommes: L'administration municipale de Montréal, 1900-1950*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's UP, 2000, ainsi que d'Harold Bérubé, *Des sociétés distinctes. Gouverner les banlieues bourgeoises de Montréal, 1880-1939*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's UP, 2014; et, du même auteur avec Harold Bérubé, Donald Fyson et Léon Robichaud (dir.), *370 ans de gouvernance montréalaise*, Montréal, MultiMondes, 2014. Le jeu des échelles implique entre autres celui de l'approche comparative, qui demeure encore à être développé. Une exception notable: Marie-Ève Ouellet, « Et ferez justice: le métier d'intendant au Canada et dans les généralités de Bretagne et de

- Tours au XVIII^e siècle (1700-1750)», Montréal, thèse de doctorat (histoire), Université de Montréal, 2014.
24. Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses: la pauvreté, le crime, l'État au Québec, de la fin du XVIII^e siècle à 1840*, Montréal, VLB, 1989 et *La liberté du pauvre: sur la régulation du crime et de la pauvreté au XIX^e siècle québécois*, Montréal, VLB, 2004.
 25. Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec, PUL, 2003. Parmi la production importante des historiens de cette tendance historiographique, mentionnons Éric Bédard, *Les Réformistes. Une génération canadienne-française au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Boréal, 2012; Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*. Montréal, Hurtubise HMH, 2004; Michel Ducharme, *Le concept de liberté au Canada à l'époque des Révolutions atlantiques (1776-1838)*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's UP, 2010; Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, PUL, 2007.
 26. Ian McKay, *Rebels, Reds, Radicals: Rethinking Canada's Left History*, Toronto, Between the Lines, 2005; Jean-François Constant et Michel Ducharme (dir.), *Liberalism and Hegemony: Debating the Canadian Liberal Revolution*, Toronto, UTP, 2009; Donald Fyson et Yvan Rousseau (dir.), *L'État au Québec: Perspectives d'analyse et expériences historiques*, Québec, Centre interuniversitaire d'études québécoises, 2008; Elsbeth Heaman, *A Short History of the State in Canada*, Toronto, UTP, 2015. Sur l'histoire de l'État, le colloque sur cette question ayant eu lieu à l'Université de Montréal en 1996 constitue un jalon: voir Denyse Baillargeon et Michèle Dagenais (dir.), «État: de nouvelles perspectives en histoire canadienne», *Cahiers d'histoire*, vol. XVII n° 1-2 (printemps-automne 1997).
 27. Pensons à des études explorant l'histoire de la culture démocratique comme celles d'Allan Greer, *Habitants et Patriotes. La Rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Boréal, 1997; Louis-Georges Harvey, *Le Printemps de l'Amérique française. Américanité, anticolonialisme et républicanisme dans le discours politique québécois, 1805-1837*, Montréal, Boréal, 2005 et de Martin Petitclerc, *Nous protégeons l'infortune: les origines populaires de l'économie sociale au Québec*, Montréal, VLB, 2007. En se penchant sur les représentations, les apports de Stéphane Savard et Valérie Lapointe-Gagnon sont majeurs: Stéphane Savard, *Hydro-Québec et l'État québécois, 1944-2005*, Québec, Septentrion, 2013; du même auteur avec Jérôme Boivin (dir.), *De la représentation à la manifestation: Groupes de pression et enjeux politiques au Québec, 19^e et 20^e siècles*, Québec, Septentrion, 2014; «Penser et "panser" les plaies du Canada: Le moment Laurendeau-Dunton 1963-1971», Québec, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2013.
 28. *Tracer les marges de la Cité...*, op.cit. et, avec Marcel Martel, *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2011. Voir aussi avec Jocelyn Saint-Pierre, «Les lieux de la manifestation. La ville de Québec comme espace polémique», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 21 n° 2, hiver 2013, p. 44-60. Aussi, comme seul auteur, «Le deuil comme consensus. Les rituels funéraires des responsables politiques au Canada et au Québec, 1868-2000», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14 n° 1, automne 2005, p. 73-88; «"Un geste

- auguste dans le temple de la Loi". L'ordo des cérémonies d'ouverture des sessions parlementaires au Québec, 1792-1997», *Anthropologie et sociétés*, vol. 23 n° 1, printemps 1999, p. 99-124; «Le "sport de la politique". Transferts et adaptations de la culture politique britannique au Québec, 1791-1960», dans Hélène Destrempes et coll. (dir.), *Des cultures en contact: visions de l'Amérique du Nord francophone*, Québec, Nota Bene, 2005, p. 149-171.
29. Pierre Godin, René Lévesque, un enfant du siècle (1922-1960); René Lévesque, héros malgré lui (1960-1976); René Lévesque, l'espoir et le chagrin (1976-1980); René Lévesque, l'homme brisé (1980-1987): tous parus à Montréal, Boréal, 1994, 1997, 2001 et 2005.
 30. Pierre Duchesne, Jacques Parizeau, t. 1, *Le Croisé* (1930-1970); t. 2, *Le Baron* (1970-1985); t. 3, *Le Régent* (1985-1995): tous parus à Montréal, Québec-Amérique, 2001, 2002 et 2004.
 31. Max et Monique Nemni, Trudeau. Fils du Québec, père du Canada, t. 1, *Les années de jeunesse* (1919-1944); t. 2, *La formation d'un homme d'État* (1944-1965): tous parus à Montréal, Éditions de l'Homme, 2006 et 2011.
 32. John English, *The Life of Pierre Elliott Trudeau*, t. 1, *Citizen of the World* (1919-1968); t. 2, *Just Watch Me* (1968-2000): tous parus à Toronto, Knopf Canada, 2006 et 2009.
 33. Martine Tremblay, *La Rébellion tranquille. Une histoire du Bloc québécois (1990-2011)*, Montréal, Québec-Amérique, 2015. Usant principalement des sources documentaires, deux autres études sur l'histoire des partis politiques sont à signaler: Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec. Alliances, rivalités et neutralités*, Québec, PUL, 2014 (1990); Michel Lévesque, *Histoire du Parti libéral du Québec. La nébuleuse politique (1867-1960)*, Québec, Septentrion, 2013.
 34. Dans ce dernier cas, la somme de Marc Vallières, *Le Québec emprunte. Syndicats financiers et finances gouvernementales, 1867-1987*, Québec, Septentrion, 2015, réactualise un dialogue quelque peu oublié entre histoire et économie.
 35. Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La société libérale duplessiste (1944-1960)*, Montréal, PUM, 1994; Alain G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet (dir.), *Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Québec-Amérique, 1997.
 36. Léon Dion, *Québec, 1945-2000*, t. 2: *Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Sainte-Foy, PUL, 1993; Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La Révolution tranquille: 40 ans plus tard, un bilan*, Montréal, VLB éditeur, 2000; Gilles Paquet, *Oublier la Révolution tranquille: pour une nouvelle socialité*, Montréal, Liber, 1999.
 37. Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec-Amérique, 2002.
 38. Les études de Jean-Philippe Warren en fournissent d'abondants exemples. Pensons à *Ils voulaient changer le monde: Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007; *Une douce anarchie: Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008; *Les prisonniers politiques au Québec*, Montréal, VLB, 2013; *Honoré Beaugrand. La plume et l'épée (1848-1906)*, Montréal, Boréal, 2015.
 39. Par Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, Québec, Publications du Québec, 2008.

40. Christian Blais (dir.), *Histoire parlementaire du Québec, 1928-1962. La crise, la guerre, le duplessisme, l'État providence*, Québec, Septentrion, 2016.
41. assnat.qc.ca.
42. Denis Monière, Jean-François Simard et Robert Comeau (dir.), *Quatre saisons dans la vie de Marcel Masse. Regard sur l'évolution du Québec contemporain*, Québec, Septentrion, 2015.
43. Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2011.
44. Au sujet de ce rapport, je partage ici l'analyse proposée par Jean-Philippe Warren dans «Penser l'histoire politique au Québec avec Pierre Bourdieu : précisions conceptuelles et défis pratiques», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22 n° 2, hiver 2014, p. 7-22.
45. Dans *Œuvres complètes*, t. 2, *Philosophie et sciences de la culture II*, Québec, PUL, 2008, p. 15-17.